



UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX
الإتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
ההתאחדות היהודית הצרפתית למען השלום



L'accusation d'antisémitisme : Un filon dangereux qui s'épuise

*"Qui sème le racisme récolte la tempête
Qui sème la résistance récolte notre solidarité"*

Il y a bien longtemps, le fabuliste La Fontaine, reprenant Esope, nous a narré cette belle histoire de l'enfant qui n'arrête pas de crier au loup. Il finit par être discrédité. Un jour, le loup arrive pour de bon mais plus personne ne le croit.

Les supporters inconditionnels de la politique israélienne n'ont pas lu Esope et leur imaginaire est bien pauvre. Ils s'épuisent à dégainer sur tout ce qui émet le moindre doute sur le rouleau compresseur colonial israélien, hurlent au loup, et traitent immédiatement les impudent-e-s "d'antisémites".

La liste de ces "antisémites" redoutables n'arrête pas de s'allonger : après Charles Enderlin, Hugo Chavez, Stéphane Hessel, le BDS ou l'Assemblée Générale de l'ONU qui a eu l'outrecuidance d'admettre la Palestine comme Etat non-membre, voici de nouveaux cas "d'antisémitisme" relevés par la "vigilance" de nos inconditionnels spasmodiques.

A Bezons, le maire Dominique Lesparre, est accusé d'antisémitisme. Il a osé, avec tout le conseil municipal de la ville, faire citoyen d'honneur de sa ville le prisonnier palestinien Majdi Ihrima-Al-Rimawi. Ce prisonnier, comme les 4500 palestinien-ne-s emprisonnés aujourd'hui, est un résistant à l'occupation. Et faut-il le rappeler ici en France, la Résistance contre l'Occupation est un droit reconnu et défini par le droit international. Le CRIF accuse le prisonnier d'avoir du sang sur les mains. Il oublie que tou-te-s les résistants ont subi la même accusation. Résistants pour la France libre et terroristes pour celle de Vichy, les résistant-e-s juifs/ves au nazisme, ont eux aussi été traité-e-s de terroristes et exécuté-e-s comme tels [1].

L'UJFP soutient le maire et le conseil municipal de Bezons comme elle a soutenu autrefois le maire de Seclin accusé "d'antisémitisme" pour avoir prôné le BDS dans les cantines des écoles de sa ville. Le soutien aux prisonnier-e-s palestinien-ne-s, victimes permanentes de mauvais traitements et d'isolement en violation de toutes les normes du droit international, est une noble cause portée par tout le mouvement de solidarité français, et il est scandaleux de le lier à un quelconque antisémitisme.

Aux Pays-Bas, les autorités ont (enfin) décidé de demander que certains produits israéliens venant des colonies soient étiquetés [2]. Rappelons que le droit international ne reconnaît pas l'annexion et la colonisation de la Cisjordanie et que ces produits devraient tout simplement être interdits. Réaction du ministre de l'intérieur israélien Eli Yishaï : "il s'agit

d'une tentative de boycott de nos marchandises de la part d'un pays qui n'a pas versé tous les dédommagements sur les biens juifs confisqués (pendant la deuxième guerre mondiale)". Vous avez bien lu, le ministre ne parle pas de dédommager les Palestiniens pour leur expulsion et la destruction de leur pays. En fait, dès qu'un Etat tente de mettre sa législation en accord avec les règles du droit international et européen, qui condamnent la colonisation, la réponse automatique est Shoah et antisémitisme. Cette réponse d'un ministre israélien serait risible si elle ne révélait la profonde déliquescence morale et politique du gouvernement qui la porte. Le ridicule ne tue plus, mais pendant ce temps la Palestine continue d'être écrasée.

La CIMADE de la région PACA refuse de côtoyer le CRIF dans une cérémonie commémorant la rafle de Marseille en dénonçant l'instrumentalisation du génocide faite par le CRIF [3]. La CIMADE dont le rôle dans le sauvetage des enfants juifs est bien connu est aussitôt accusée d'antisémitisme. Ce même CRIF ira-t-il jusqu'à proférer la même accusation contre la FNIDRP (Fédération Nationale des Déportés, Internés, résistants et Patriotes) qui s'est insurgée contre les insultes proférées par Richard Prasquier contre Stéphane Hessel [4] ?

La menace, l'intimidation, la confusion des genres, la récupération éhontée du génocide finissent par ne plus prendre. Par contre elles libèrent une parole antisémite possible en favorisant un amalgame dangereux entre la politique israélienne et les Juifs du monde où qu'ils se trouvent. En cela l'instrumentalisation du génocide et de l'antisémitisme est une arme redoutable qui met en danger les Juifs et produit ce qu'elle prétend empêcher. La Palestine, la résistance du peuple palestinien, les droits du peuple palestinien sont une cause juste qui mérite d'être défendue, pour un monde plus juste et plus humain. De plus en plus nombreux sont les citoyens du monde et les Etats qui le savent et veulent agir pour obliger Israël à respecter la loi et arrêter le sociocide qu'il pratique sous nos yeux. Et cela, ce n'est pas de l'antisémitisme c'est du Droit et de l'Humanité. Les condamnations de la politique israélienne continueront de se multiplier. Les sanctions et la fin de l'impunité sont plus que jamais à l'ordre du jour, parce qu'elles sont les seuls moyens pour parvenir à une paix basée sur l'égalité des droits.

Bureau national de l'UJFP le 13-03-2013

[1] <http://www.agencemediapalestine.fr/...>

[2] <http://www.france-palestine.org/Les...>

[3] <http://www.ujfp.org/spip.php?article2590>

[4] <http://www.ujfp.org/spip.php?article2642>

Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

Téléphone : 07 78 38 34 94 • e-mail : contact@ujfp.org • site : www.ujfp.org